

CIBLE

TAHAR

Enoncer une vérité n'est pas nécessairement faire preuve d'originalité. Mais il n'est pas inutile de revenir sur certaines évidences.

Après beaucoup de journalistes et d'hommes politiques, répétons que l'attribution du prix Goncourt à Tahar Ben Jelloun est une heureuse nouvelle, dont il faut souligner la portée doublement symbolique.

Marocain de nationalité, Tahar Ben Jelloun publie en français. Il honore la langue française, il est juste qu'il soit honoré. Ainsi, l'attribution de ce prix nous rappelle que notre langue n'est pas notre propriété, mais le bien commun de centaines de millions de francophones et le lien entre ceux-ci.

Marocain de nationalité, Tahar Ben Jelloun a choisi de vivre en France. Ce choix devrait faire réfléchir ceux qui demandent le départ des étrangers. S'ils étaient contraints au départ, notre vie culturelle, notamment, s'en trouverait appauvrie.

Illusion

Les media font-ils la politique ?



Dissuasion

**Quelle défense
pour la France ?**

(p.6-7)

Ethique

**La question
de l'euthanasie**

(p.9)

M 2242 - 481 - 11,00 F



3792242011001 04810

Minitel

La N.A.R. et les partis politiques

Question : Vous prenez parti pour la gauche avec le même état d'esprit que du temps où vous ne juriez que par l'extrême-droite. Le royalisme ne devrait-il pas être le fédérateur de tous, Nouvelle Droite comprise ?

Réponse : Où avez-vous pêché, diable, que la N.A.R. jadis n'a « juré que par l'extrême-droite » ? Dès la fondation de notre mouvement, il y a seize ans, nous avons combattu avec vigueur cette tendance, tout particulièrement la « Nouvelle Droite » qui nous semblait spécialement dangereuse. Une fois de plus, nous précisons que nous ne prenons pas « parti pour la gauche » et que nous n'avons jamais appelé à voter pour le P.S. dans son ensemble. Cela ne nous empêche nullement, en dehors de tout esprit partisan, d'entretenir un dialogue ouvert avec tous les hommes politiques, de droite comme de gauche, qui nous semblent avoir le sens de l'Etat et le souci de l'intérêt national. Les tribunes de nos réunions et les colonnes de notre journal en sont la preuve.

Cette maladie de vouloir attribuer des étiquettes aux gens nous paraît caractéristique du refus de vouloir discuter sérieusement des propositions qui

C'est un réflexe, somme toute assez républicain, qui pousse souvent les correspondants de notre service minitel à vouloir, à toute force, nous placer sur l'échiquier politique.

sont faites : « Vous êtes de gauche donc toutes vos opinions sont mauvaises... » et réciproquement !

● **Question :** D'après vous peut-on soutenir le comte de Paris si on est d'une autre coloration politique que lui ?

Réponse : Le comte de Paris n'a pas de « coloration politique » déterminée. Quand il lui arrive de prendre position sur des événements ou sur des gens, ce n'est jamais en fonction d'un a priori idéologique mais seulement selon les critères de l'intérêt national et les principes capétiens de justice et de liberté qu'il incarne. Cette position constante fait qu'il a effectivement des sympathisants qui peuvent se situer dans des partis politiques différents.

● **Question :** En appelant à voter pour François Mitterrand, le comte de Paris n'a-t-il pas fait preuve d'esprit partisan ?

Réponse : Le comte de Paris peut s'engager sur une question qui touche à l'avenir du pays sans être pour cela un homme de parti : il appelle à voter pour F. Mitterrand non pour le parti socialiste. Son choix s'explique

par la volonté d'arbitrage que manifeste l'actuel président et par la nécessité de la continuité dès lors que celle-ci est incarnée par un homme qui a le sens de l'Etat.

● **Question :** De quel parti politique vous sentez-vous le plus proche ?

Réponse : Nous avons un but trop spécifique pour nous sentir proche de tel ou tel parti politique. Mais attentifs à toute forme de réflexion intéressante, il nous arrive d'approuver les prises de position de certains partis dans des domaines particuliers, mais nous n'avons aucune préférence systématique. Nous prenons notre bien là où il se trouve.

● **Question :** La NAR a parfois une image marquée à gauche, mais pourquoi des gens de sensibilité de droite ne pourraient-ils pas la soutenir s'ils sont royalistes ?

Réponse : C'est parce que nous avons le souci de la justice sociale, que nous critiquons le libéralisme économique et que nous avons fait voter Mitterrand en 1981 que certains nous

qualifient de « royalistes de gauche ». Nous refusons cependant cette étiquette : la justice sociale est au cœur de la tradition capétienne, le libéralisme économique était déjà dénoncé par les royalistes du 19ème siècle et en votant Mitterrand nous avons seulement marqué notre préférence pour le candidat qui nous semblait le plus apte à la fonction présidentielle. Pour nous l'idée royaliste doit se situer par delà les affrontements partisans, ce qui n'exclut pas des engagements conjoncturels. Beaucoup l'ont compris et certains royalistes de « sensibilité de droite » nous apportent leur soutien.

● **Question :** Pourquoi gardez-vous une position médiane et ne soutenez-vous pas franchement le Parti socialiste ? Ce serait là l'intérêt des royalistes.

Réponse : Malgré le sens du dialogue de certains dirigeants socialistes, la volonté hégémonique de l'appareil du P.S. n'a pas avantage la NAR c'est le moins que l'on puisse dire. Dans l'autre camp d'ailleurs la logique partisane est identique. Nous n'avons donc rien à attendre de la victoire des uns ou des autres et de toutes façons, la NAR n'a jamais fait ses choix électoraux en fonction des bénéfices qu'elle pourrait en retirer ...

royaliste ♦

SOMMAIRE : p.2: La N.A.R. et les partis - p.3: Après la plage les pavés - L'argent - p.4: Vers la concertation - L'usure du chef - p.5: Le marchandage arabe - p.6/7: Comment se défendre ? - p.8: Portrait d'un hussard - p.9: Signaux d'alerte - p.10: La célébration continue - Le murmure des dieux - p.11: Action royaliste - p.12: Puissance et illusions médiatiques

REDACTION - ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
(1) 42.97.42.57
Directeur de la pub.: Yvan AUMONT
Comm. Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (60 F), 6 mois (115 F), un an (190 F), de soutien (350 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM: Prénom:

Adresse:

Profession: Date de naissance:

ROYALISTE, 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Paradis

Après la plage, les pavés

Il est difficile de croire qu'un conflit sur le nombre de manutentionnaires nécessaires à Mururoa ait pu, seul, mettre le feu au « paradis » tahitien.

Manifestement, la disproportion entre les causes d'un conflit corporatiste et ses consternantes conséquences cache autre chose. Sans doute, les dockers ont-ils abusé de leur position qui leur permet de contrôler le port de Papeete, lui-même poumon de la Polynésie, mais l'attentisme et les négligences du gouvernement de Paris ont pesé lourd. Pour preuve: l'intervention de deux élus de la majorité. Le 21 octobre, E. Fricht (un des deux députés RPR du territoire) demandait au ministre des DOM-TOM: « Devrons-nous attendre des éclats de violence... pour prendre des mesures ? ». Le 28, Ladislav Poniatowski estimait que la politique de la majorité locale « revêt un peu trop l'aspect d'une politique de clientélisme ». On est tenté d'approuver quand on sait, par exemple, qu'un syndicat, proche de la CFDT, tente en vain de faire adopter par l'assemblée territoriale un Code du travail en accord avec la loi métropolitaine.

PERTE D'IDENTITE

Pourtant, au-delà de la politique politicienne, il faut reconnaître que les problèmes rencontrés par la communauté polynésienne sont aigus. Les « casseurs » qui, à l'occasion de la situation explosive créée par le conflit, ont mis Papeete en état de siège constituaient, pour beaucoup, les laissés pour compte de la « société de consommation » importée de métropole: il subissent, vis-à-vis d'elle, un phénomène d'attirance-répulsion - les observateurs ont



relevé que les autorités catholiques et protestantes, habitués médiateurs des conflits locaux, n'ont pas eu prise sur les événements. Naturellement, ces derniers sont exploités par des indépendantistes qui, jusqu'à présent ne dominent pas la vie politique locale. Mais les troubles du 23 octobre traduisent la crise d'une société polynésienne qui prend conscience de sa perte d'identité. Celle-ci est particulièrement sensible à Papeete où 25% de l'habitat est considéré comme insalubre. Mais il faut aussi garder présent à l'esprit que la moitié de la population du territoire a moins de vingt ans et que la majeure partie des jeunes connaît le chômage.

C'est pourquoi, même si la Polynésie française possède un niveau de vie, un développement scolaire ou hospitalier sans commune mesure avec ceux des micro-Etats qui l'entourent, une simple politique de maintien de l'ordre ne saurait préserver les intérêts français dans cette région.

Or chacun sait que, sur le plan stratégique ou géopolitique, ils sont considérables.

Pierre CARINI

Affaires

L'Argent (suite)

A quelque chose malheur est bon: l'affaire Luchaire permettra peut-être de résoudre la lancinante question du financement des partis politiques. Mais quand ?

Point d'autre solution, pour réduire le nombre et la gravité des « affaires », que de moraliser autant que faire se peut le financement des partis. Telle était, il y a quinze jours, la conclusion de l'article que nous avions consacré à « l'argent noir » et qui résumait une attitude très souvent exprimée dans ce journal. Telle est également le vœu d'une partie de la classe politique, à droite comme à gauche.

soit examiné lors de leur prise de fonction et au terme de celle-ci. Toutes propositions auxquelles la classe politique dans son ensemble ne devrait pas manquer de souscrire: excessives, les dépenses des partis sont dangereuses pour leur indépendance et largement inutiles car il est probable que la débauche d'affiches plus publicitaires que politiques ne pèse qu'infiniment peu sur la décision des électeurs.

Il est donc bien lamen-



■ Une débauche d'affiches plus publicitaires que politiques...

Mieux vaut tard que jamais: rendu sensible à cette question par la multiplication des « affaires » et des rumeurs qu'elles suscitent, le Président de la République, dans son intervention radiodiffusée du 16 novembre, a réclamé qu'un projet de loi soit voté, en session ordinaire ou en session extraordinaire, afin que le financement des partis soit contrôlé, afin que leurs dépenses en période électorale soient plafonnées, afin que le patrimoine des principales personnalités politiques

table que le gouvernement ait repoussé précipitamment l'initiative présidentielle en renvoyant l'étude de la question aux Commissions des lois, ce qui équivaut à la repousser aux calendes grecques... Ce n'est pas parce qu'un projet est tardif qu'il doit être encore remis. Ce n'est pas parce que c'est le président de la République qui prend une initiative que celle-ci doit être rejetée.

Sylvie FERNOY

Yoyo

Vers la concertation ?

L'embellie sur les marchés financiers a commencé à se faire sentir le vendredi 13 novembre, lorsque l'Administration américaine a annoncé le résultat du commerce extérieur des Etats-Unis pour septembre. Il faut rappeler que la publication du même indice un mois plus tôt avait déclenché un krach boursier sans précédent. Toutes les capitales attendaient donc ce chiffre avec fébrilité: un mauvais score et c'était l'effondrement. Il n'en fut, heureusement, rien. Le solde du commerce extérieur américain reste certes déficitaire, mais grâce à certaines manipulations, il affichait un léger mieux: 14,1 milliards de dollars (contre 16,5 en juillet et 15,7 en août).

D'autres raisons - mais peut-on encore parler de raison dans cette crise où l'analyse

L'avertissement lancé à la mi-octobre sur l'ensemble des places boursières sera-t-il entendu par les responsables politiques des principaux pays capitalistes ?

psychologique s'épuise à trouver le pourquoi et le comment ? - ont contribué au redressement passager de la situation. Parmi elle, l'anticipation d'une baisse des taux d'intérêt et l'espoir d'un retour à la concertation entre pays industrialisés ne furent pas négligeables, mais c'est, surtout, l'imminence d'un accord entre les représentants du Président républicain et ceux du Congrès démocrate, concernant la réduction du déficit budgétaire, qui a permis la remontée des cours.

Dans ses grandes lignes, le projet d'accord prévoit une diminution du déficit des Finances publiques comprise entre



23 et 30 milliards pour l'exercice 88. Si tel était le cas, les impôts devraient, dès l'année prochaine, augmenter de 10

milliards, et le budget militaire ainsi que celui consacré au système de sécurité sociale (réservé aux Etats-Unis, aux plus défavorisés) seraient tous deux diminués de 5 milliards. Sur ces trois points, les républicains avaient décidé de ne rien céder, mais l'ampleur des dégâts provoqués par la crise boursière, et la pression des milieux financiers internationaux contraindront Ronald Reagan à lâcher du lest.

Dès le début de cette crise, des voix se sont élevées dans le monde entier, mais surtout en Allemagne et au Japon, contre l'existence même de ce déficit; or, il avait au moins le mérite de permettre aux Américains de tirer l'économie mondiale. Comme les Etats-Unis ne peuvent plus aujourd'hui jouer ce rôle moteur *«une récession ne sera évitée que si l'Allemagne et le Japon reprennent enfin ce rôle qui leur incombe en raison de leurs puissance économique et de leurs excédents commerciaux»* (1). Ces deux puissances sont-elles prêtes à assumer de telles responsabilités ? Seule une véritable concertation internationale (vers laquelle on semble enfin s'acheminer) peut permettre de leur faire entendre raison (2). A condition que les autres Etats qui ont encore droit à la parole (dans le cadre du fameux «Groupe des 7») prennent rapidement conscience qu'aucune autre solution n'est envisageable pour éviter la récession qui menace. Telle est la première leçon à retenir de la crise boursière d'octobre 87.

P.L.R.

(1) André Grjebine dans «Libération» du 5 novembre 1987.

(2) Seule aussi elle peut permettre à la France de faire entendre, modestement, son opinion qui - contrairement à ce que répète Jacques Delors - n'est pas exprimée «grâce à l'Europe» parce que les Américains se sont vus obligés de consulter l'Allemagne fédérale...

Yves LANDEVENNEC

Autocratie

L'usure du chef

Plutôt que de revenir, après l'ensemble de la presse, sur les conditions de la mise à l'écart du président Bourguiba, nous voudrions réfléchir sous l'angle des conditions générales de la transmission du pouvoir. L'exemple tunisien montre que le système de l'élection à vie trouve dans l'âge de son bénéficiaire, aussi charismatique soit-il, une limite très sérieuse. Lorsque les forces physiques et les capacités intellectuelles d'un «guide suprême» déclinent, lorsque la maladie de tel ou tel Grand Timonier paralyse le pouvoir, point d'autre solution, s'il s'accroche au pouvoir, que la révolution de palais ou la révolution tout court.

Mais cette critique décisive ne vaut-elle pas pour les monarchies, qui ne se distinguent guère des présidences à vie puisque le roi conserve ses fonctions jusqu'à sa mort ? Du fait de l'allongement de la durée de la vie, il y aurait un risque croissant quant aux conditions d'exercice du pouvoir et des révolutions qui pourraient être suscitées par l'extrême fatigue de son détenteur. Entre l'autocratie présidentielle et la monarchie, l'analogie est cependant superficielle pour trois raisons majeures:

- le partage des responsabilités entre les différents détenteurs des pouvoirs constitutionnels réduit le risque d'«usure» d'un

chef de l'Etat intervenant tout le temps et dans tous les domaines.

- la monarchie héréditaire prévoit une mode de dévolution du pouvoir de père en fils qui comble le vide créé autour de lui et après lui par l'autocrate.

- le fait que le continuité du pouvoir soit assurée permet au monarque d'envisager l'avenir avec une plus grande sérénité, et de décider de remettre le pouvoir entre les mains de son successeur. Il y a là une solution empirique qui est apparue dans certaines monarchies européennes, et qui pourrait devenir une disposition légale.

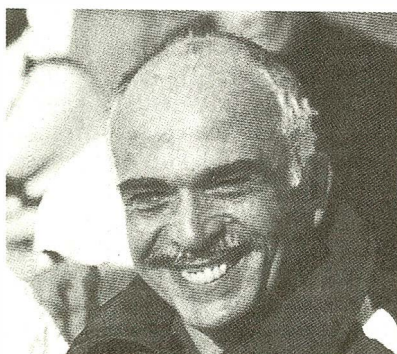
Lemarchandage arabe face à l'Iran

L'inquiétude provoquée par la guerre irako-iranienne oblige les Etats arabes à recomposer leurs attitudes les uns par rapport aux autres.

L'unité arabe a connu son heure de gloire sous Nasser lorsqu'elle avait un sens antioccidental et antisioniste. Les crises pétrolières ont été redoutées dans la mesure où on a pensé qu'elles allaient renforcer cette unité arabe-là. Or la manne pétrolière fabriquait des Etats conservateurs. Dans un premier temps le mythe de l'unité arabe qui subsistait chez certains mettait en danger l'avenir des dynasties. Mais que la source même de la richesse arabe soit menacée, on vit bientôt la distinction révolutionnaire entre les peuples et les dirigeants commencer à s'estomper. L'unité arabe renaît face à un adversaire commun : l'Iran. C'est une unité conservatrice face à un régime révolutionnaire.

La défense des intérêts communs, Syrie incluse (qui est intéressée au partage des concessions faites par les plus faibles ou les plus menacés), a son prix. Le sommet d'Amman, au-delà de toutes les dénégations, a montré que le monde arabe était prêt à le payer. On ne le connaît pas dans tous les détails. L'avenir seul nous en révélera l'étendue. Mais on voit déjà qu'il s'agit du Liban - la Syrie y aura les mains libres -, peut-être du Maghreb - l'absence du roi du Maroc serait prémonitoire, il savait ses pairs prêts à tous les marchandages et il n'aimait pas cela. (Le changement de pouvoir à Tunis va d'ailleurs renforcer le flanc méditerranéen du grand Maghreb au profit de l'Algérie).

Le prix à payer concerne aussi les Palestiniens. Arafat a de plus en plus de mal à cacher son inactivité forcée. La



conférence internationale n'intéresse plus que dans la mesure où elle peut aider les desseins des conservateurs, c'est-à-dire lui procurer l'appui des deux seules forces qui peuvent les aider dans leur conflit avec l'Iran: l'Union soviétique et l'Egypte.

Le monde arabe sait qu'il ne peut rien par lui-même. L'idée de constituer une mission de bons offices a fait long feu. Les Arabes ne sont pas de taille. Le sommet d'Amman n'a de raison d'être qu'en fonction du sommet américano-soviétique. Sa seule chance est d'obliger Moscou à choisir et à ne plus faire obstacle au vote de sanctions contre l'Iran aux Nations Unies. Il était inutile d'attendre des sanctions de la réunion d'Amman. Les seules qui comptent sont celles du Conseil de Sécurité. Pour faire plier Moscou, nous ne savons pas jusqu'où peut aller le marchandage, ni même si les dirigeants du Kremlin sont en mesure actuellement de s'y prêter du tout.

On peut imaginer que l'apparence de consensus n'aurait pas suffi à impressionner les Soviétiques, encore qu'avant les volte-face dans une large mesure factices de la Syrie, ils aient aussitôt dans leurs

comptes rendus manifesté leur embarras. Il fallait que le monde arabe se donnât un atout plus fort: c'est la menace de l'intervention militaire égyptienne dans le Golfe. Envisager de faire donner la réserve constituée par la seule véritable armée arabe (outre la Syrie) montre à quel degré d'inquiétude en sont arrivés Irakiens, Jordaniens, Saoudiens, Koweïtiens et autres Etats du Golfe.

Israël a tout lieu d'être satisfait. Le monde arabe détourne ses énergies de Jérusalem pour se tourner vers la Mecque. La déclaration finale contient pour la première fois une mention tout à fait inhabituelle dans laquelle le sommet arabe envoie pour examiner le problème de Jérusalem une mission... au Vatican, confiée à son président le roi Hussein. Les Arabes cette fois semblent vraiment avoir tout prévu.

Nul doute pourtant qu'Israël, s'il y a prix à payer, ne doive en prendre sa part qui serait la réunion d'une conférence internationale avec les Soviétiques. Etant entendu qu'on laisse déjà entendre que si le principe en était accepté, on pourrait se montrer plus accommodant sur les modalités, c'est-à-dire la participation de l'OLP par exemple.

A nous aussi de savoir si nous voulons choisir. Pouvons-nous faire face d'une manière originale aux conséquences du conflit du golfe et à une offensive généralisée prévue pour l'hiver contre le front irakien ? Avons-nous une stratégie de rechange à l'échec de la résolution 598 du Conseil de Sécurité et à l'imposition des sanctions obligatoires contre l'Iran ? Le sommet d'Amman a, entre autres, montré que le monde arabe conservateur en doute.

Yves LA MARCK

[illegible]

Ce numéro du « Lys Rouge » de 56 pages est entièrement consacré aux retombées médiatiques de la cérémonie d'Amboise. Outre le texte intégral des discours prononcés par le prince Jean et le comte de Paris, on y trouvera la reproduction de 5 principaux articles que la presse a consacrés à l'évènement. Par le bulletin ci-dessous on peut nous commander ce document exceptionnel vendu au prix de 20 F. Mieux encore, profitez de l'occasion pour vous abonner au « Lys Rouge » (Un an, 4 numéros au prix de 50 F). Parmi les publications de la N.A.R., le « Lys Rouge » occupe une place à part. Les sujets abordés sont variés et parfois même pittoresques, toutefois les documents et les débats sur le passé et l'avenir du royalisme dominant. Le « Lys Rouge », bien que marginal, s'affirme comme un instrument essentiel à la compréhension du royalisme d'aujourd'hui.

BON DE COMMANDE

à retourner à « ROYALISTE »
17, rue des Petits-Champs
75001 PARIS

Nom _____

Prénom

Adresse

☐ commande le n°36 du
«Lys Rouge» et verse 20 F

☐ s'abonne au « Lys
Rouge » pour 4 n° et verse
50 F

Règlement à l'ordre de « Royaliste »
CCP 18 104 06 N Paris

Comment se défendre ?

Royaliste: Quelle est la genèse et quelles seront les conséquences de l'accord américano-soviétique qui sera signé le 7 décembre ?

Général Gallois: Pour saisir la genèse de ces accords, il faut remonter assez loin dans l'histoire. Il y a exactement trente ans, les Russes lançaient leur premier satellite, le «Spoutnik», qui démontrait leurs capacités dans la technique des fusées balistiques. Les Européens prirent peur et se retournèrent vers les Etats-Unis. Le général Eisenhower proposa des fusées Thor et Jupiter qui furent déployées en Grande-Bretagne, en Turquie et en Italie - l'Allemagne et la France refusant cette installation. Si ces fusées étaient restées en place et avaient été modernisées, il n'y aurait pas eu de crise des euromissiles. Malheureusement, lors de la crise de Cuba en 1962, N. Krouchtchev proposa que les fusées fussent retirées à la fois de Cuba et du territoire européen. Ce qui fut fait.

Naturellement, les Américains cachèrent cet accord à leurs alliés, et prétendirent, pour justifier le retrait de leurs fusées, que celles-ci étaient périmées. Ce qui était complètement faux. Mais, comme chaque fois que Washington prend une décision, les Occidentaux ont approuvé cette mesure contraire à leurs intérêts. Les Russes continuèrent

cependant à installer en Europe de l'Est des fusées balistiques, «SS4» et «SS5», qui portaient à 3 ou 4000 km et qui étaient très imprécises car elles tombaient à 3 ou 4 km du point visé. Pour compenser ces erreurs de tir, les charges étaient très élevées, et avaient un rayon de destruction de 8 à 10 km.

Peu à peu, les Européens se sont habitués à rester sous cet armement imparable, et les Russes ont déployé jusqu'à 550 fusées en face de nous. Les gouvernements n'ont pas compris à cet époque que cet armement était en pratique inutilisable. Les précipitations radioactives provoquées par ces fusées seraient retombées sur le territoire soviétique en raison notamment de la rotation de la terre. Lorsque cet armement fut périmé, les Russes commencèrent de le remplacer par les fameux «SS20», qui sont mobiles et d'une précision beau-

coup plus grande (de l'ordre de 340 mètres) ce qui permet de réduire la charge explosive: celle des SS4 et 5 étaient de 1 à 2 mégatonnes, celle des SS20 de 150 kilotonnes et leur rayon de destruction ne dépasserait pas 2 km.

Royaliste: C'est à ce moment-là que les Allemands furent pris d'inquiétude...

Général Gallois: Les Allemands n'ont en effet que des forces classiques qui, ne pouvant être placées en mouvement permanent, risquent d'être paralysées et détruites par une seule salve de SS20. Comme les

Depuis plusieurs mois, les négociations sur le désarmement, les propositions de Gorbatchev, les accords de Reykjavik ont constitué les épisodes d'un véritable feuilleton sur les relations Est-Ouest et les problèmes de défense. Devant cet afflux d'informations on se sent un peu désorienté. Qui, mieux que le général Gallois pourrait faire le point de la situation et nous expliquer les nouvelles données de cette immense partie de poker ?



retombées radioactives seraient moins importantes, on pensa que cet armement, à la différence du précédent, devenait modérément utilisable. C'est pourquoi, en 1977, le chancelier Schmidt avait appelé l'attention du monde sur le déploiement des SS20. Aussi le président Carter proposa-t-il, dans le cadre de l'OTAN, de redéployer en Europe des engins balistiques pour équilibrer dans une certaine mesure les armements soviétiques. C'était une aubaine d'autant plus extraordinaire que les Américains donnaient leurs armements les plus modernes puisque le Pershing II avait une précision, à 2000 km, de 30 mètres - soit dix fois mieux que le SS20. En outre, J. Carter proposait des missiles de croisière qui avaient une précision de 10 à 20 mètres. Les charges nucléaires pouvaient donc être encore réduites, ou bien remplacées par des charges classiques.

Malheureusement, la France avait à l'époque un président de la République auquel ces questions étaient tout à fait étrangères. Bien que V. Giscard d'Estaing ne fût pas concerné, puisque cet armement ne devait pas être installé en France, il a cru bon de réunir les Anglais, les Allemands et les Américains à la Guadeloupe pour rentrer dans un jeu qui ne le regardait pas. V. Giscard d'Estaing, commettant une énorme bétise, demandait au président Carter de retirer les Pershing d'Europe au cas où les Soviétiques retireraient leurs propres fusées. Carter, qui n'en demandait pas tant, a naturellement promis sans aucune difficulté.

Telle est l'origine du drame, qui tient à l'immense sottise de V. Giscard d'Estaing. Celui-ci n'avait pas compris tout l'intérêt de l'armement américain, très précis, et donc politiquement utilisable. En outre, parce qu'il était servi uniquement par les Américains, toute démarche agressive soviétique aurait abouti à faire couler le sang américain. L. Brejnev, puis ses deux successeurs, ont maintenu leur armement et, comme vous le savez, c'est M. Gorbatchev qui a compris tout le parti qu'il pouvait tirer de cette situation. Il a donc proposé le retrait des SS20, à la condition que les Etats-Unis honorent l'engagement pris par J. Carter. Pourquoi ce retrait ? Tout simplement parce que les SS20 sont

en fin de carrière. Il aurait donc de toutes façons retiré ces fusées, alors que les Pershing ont encore une vingtaine d'années de carrière opérationnelle possible. Le marché de dupes était donc total. Mais R. Reagan entend terminer son mandat avec l'auréole du désarmeur et se moque de l'avantage que perd l'Occident. Il a donc organisé les rencontres que vous connaissez avec les Soviétiques en écartant les techniciens au profit des politiques. C'est pourquoi le général Rogers a donné sa démission, et Weinberger vient de la donner, car ces mesures sont considérées comme particulièrement défavorables aux intérêts occidentaux.

Le plus absurde de cette affaire, c'est que, pendant que ces négociations se déroulaient, l'armée soviétique touchait de nouveaux engins très remarquables, les SS21, SS22 et SS23, qui équivalent organiquement l'Armée rouge et qui ont une excellente précision (50 m. à 500 km de distance pour le SS23). Naturellement, il aurait fallu négocier non pas sur les SS20 mais sur ces nouvelles fusées, en abandonnant les armes américaines anciennes. C'est le contraire qui a été fait et, comme d'habitude, les européens ont applaudi les décisions américaines.

Royaliste: Face à cette situation, une défense européenne peut-elle être envisagée ?

Général Gallois: L'expression « défense européenne » n'a aucun sens puisqu'on confond une expression géographique (l'Europe) et un théâtre d'opérations. Il n'y a pas plus de défense européenne qu'il n'y a de défense africaine. Par exemple, si les Soviétiques voulaient élargir le périmètre défensif de la presqu'île de Kola en s'emparant de quelques milliers de km² en Norvège, pensez-vous que les Grecs, les Italiens et les Turcs se précipiteraient en Norvège ? De même, si les Soviétiques voulaient mettre la main sur une petite portion de la Turquie orientale, les Danois et les Norvégiens bougeraient-ils ? Ou bien, si les Russes entraient en Yougoslavie à la demande de leurs frères slaves, irions-nous nous battre dans les Balkans ? Ne reste de la défense européenne que les articles rédigés par des gens notoirement incompetents.

Royaliste: Mais le « couple franco-allemand » ?

Général Gallois: Dieu sait que la France, aujourd'hui, courtise l'Allemagne. Mais le « couple franco-allemand » n'a pas plus de sens que la prétendue défense européenne. Trois raisons à cela:

1° La France est un pays achevé, qui n'a pas de revendications territoriales, alors que l'Allemagne a inscrit dans sa Constitution qu'elle ferait tout ses efforts pour arriver un jour à la réunification. Cela signifie que les Allemands de l'Ouest ne feront jamais rien avec les Français qui puisse compromettre définitivement le retour des Allemands de l'Est dans le giron de la grande Allemagne. Ainsi, lorsque les Américains ont déployé leurs Pershing en Allemagne, ils ont proposé à Bonn le système de la double clé. Le chancelier Kohl a refusé, afin de ne pas paraître accepter la responsabilité d'une attaque directe à l'Est, afin de ne pas compromettre la réunification. Ce que les Allemands n'ont pas accepté des Etats-Unis, je ne vois pas comment ils l'accepteraient de la France: ils ne feront jamais rien qui puisse gêner ou être contraire aux intérêts profonds des Soviétiques. C'est ce que l'on ne dit pas.

2° L'Allemagne n'a qu'une puissance militaire classique, alors que la France dispose de l'arme nucléaire. En cas de conflit, l'Allemagne serait peut-être occupée, mais la France risquerait d'être vitrifiée. Nos dirigeants ne semblent pas y avoir songé, à commencer par le président de la République.

3° Sur le plan technique, nos dirigeants raisonnent toujours comme on aurait pu le faire en 1939. Or, si une salve de SS23 détruisait les aérodromes militaires allemands, les dépôts de munitions et les stations radar, l'Allemagne ne pourrait plus combattre. Il suffirait d'ailleurs, comme l'écrivait le chancelier Schmidt le 20 avril 1987 dans le « New York Herald Tribune », que deux projectiles nucléaires explosent dans le ciel allemand pour que la Bundeswehr dépose instantanément les armes. En fait, ce n'est pas l'armée allemande qui cesserait le combat, mais la population allemande, belge, française, qui exigerait immédiatement la cessation immédiate des hostilités et la négociation. Personne ne se soucie de cette intervention des

populations, qui serait pourtant déterminante.

Royaliste: Et la « Force d'Action Rapide » chère à Ch. Hernu ?

Général Gallois: Cette force est modeste (environ 3% des effectifs que l'Allemagne maintient en temps de paix) et sa rapidité dépend du chemin de fer car nous avons peu de moyens de la transporter autrement. On a cru bon de la doter d'hélicoptères au moment où l'on s'aperçoit que les Afghans neutralisent les hélicoptères soviétiques grâce aux engins Stringer. C'est vous dire l'efficacité de la FAR en cas de conflit !

Royaliste: Et le couple franco-britannique ?

Général Gallois: Ce serait sans doute plus facile car la Grande-Bretagne et la France ont la même stratégie et les mêmes armements. Mais, si l'Allemagne est fascinée par la Russie à cause de la réunification et du marché que représente l'Union soviétique, la Grande Bretagne continue d'être fascinée par les Etats-Unis, comme on l'a encore vu lors de la conférence spatiale de La Haye.

Nous nous retrouvons donc seuls. Pour l'instant, il n'y a pas de péril à demeurer ainsi car les Soviétiques n'envisagent pas dans les années qui viennent une agression militaire. Il faut savoir que nous serons toujours seuls, de même que tout peuple visé par une opération de grignotage se retrouverait seul face aux Soviétiques.

Notre seule chance, ce n'est pas d'envisager, comme on le fait aujourd'hui, un conflit dans lequel nous opposerions nos poitrines aux leurs, c'est de disposer en permanence d'un armement suffisamment intimidant pour qu'on ne cherche pas à commencer un conflit contre nous. Nous ne pouvons pas admettre le début d'un conflit qui se terminerait automatiquement par un échec si nous acceptons d'entrer dans le jeu des échanges de coups. Il faut qu'en face on sache que la France, grâce à sa force nucléaire de dissuasion, est intouchable.

Propos recueillis lors d'un « Mercredi de la NAR »

POUR CONNAÎTRE

Jacques BAINVILLE

Igor
MITROFANOFF

Au mois de février 1986 on commémorait le 50ème anniversaire de la mort de Jacques Bainville. L'historien royaliste qui a connu de son vivant un immense succès est à la fois « célèbre et mal connu ».

Célèbre par l'influence qu'il a exercée sur nombre d'hommes politiques. Mal connu parce que la majeure partie de ses œuvres sont aujourd'hui introuvables, mais aussi parce que l'Histoire didactique qui s'attache plus aux explications des enchaînements de faits qu'aux faits eux-mêmes, est passée de mode.

Et pourtant, pour le non-spécialiste, pour « l'honnête homme », cette façon d'écrire l'Histoire est indispensable pour dégager et comprendre la trame des événements politiques ou diplomatiques.

Pour servir d'introduction au renouveau, souhaitable et prévisible, des études bainvilliennes, nous venons d'éditer l'ouvrage d'Igor Mitrofanoff, qui constitue une présentation générale de Jacques Bainville et de son œuvre. Bien loin d'être une hagiographie, ce travail ne dissimule ni les défauts ni les dangers de l'Histoire explicative, il n'en a que plus de valeur.

BULLETIN DE COMMANDE

à retourner à ROYALISTE
17 rue des Petits-Champs
75001 Paris

NOM:

Prénom:

Adresse:

☐ commande l'ouvrage

« Pour connaître Jacques Bainville »
et verse pour cela 100 F (prix
franco, à l'ordre de « Royaliste »)

Portrait d'un hussard

La personnalisation du pouvoir donne un poids tout particulier aux biographies des hommes politiques. Sur Chirac par exemple, il y a tant à découvrir, et à réviser !

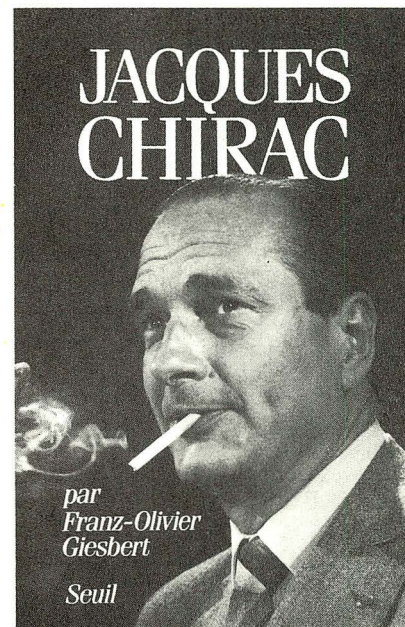
Election présidentielle oblige, nos hommes politiques font autant recette dans les vitrines des librairies qu'en haut des tribunes de meetings, ou encore dans les débats télévisés ou radiophoniques. Quand ils ne font pas paraître de livres sous leurs propres signatures, comme Edouard Balladur, Michel Rocard ou Raymond Barre, d'autres publient sur leur compte. L'inconvénient des ouvrages écrits par les politiques eux-mêmes réside souvent dans le style ampoulé. A trop vouloir démontrer ils finissent par ennuyer le lecteur qui, s'il n'est pas au préalable séduit par le personnage, abandonne vite (le dernier livre de Rocard !!!) (1). Le genre biographique est plus lisible (le très beau « Mitterrand » de Catherine Nay) (2), à condition que l'auteur ne tombe pas trop vite dans l'hagiographie. C'était le travers d'un « Chirac » (3) écrit par Thierry Desjardins il y a quelques années. Mais ce n'est pas le cas de celui que nous offre Franz-Olivier Giesbert, évidemment peu suspect de chiraquisme puisque co-directeur de la rédaction du « Nouvel Observateur ». Grâce à la légèreté de sa plume, ce journaliste nous épargne tout ennui. Il faut dire que son personnage n'engendre pas particulièrement la mélancolie.

A travers ce volume qui se lit comme un roman, dont le héros pour le meilleur et pour le pire est Jacques Chirac, on revit une partie de l'Histoire de France contemporaine, et plus particulièrement les débuts de la Vème République, alors que Chirac est membre du cabinet de Georges Pompidou. On as-

siste à une fulgurante ascension politique. On pénètre les arcanes du pouvoir, et on apprend aussi beaucoup sur les liens qui unirent en leur temps Chirac et Pompidou, ainsi que ceux avec Giscard, et qui attachent aujourd'hui l'ensemble du personnel politique.

Mais si cet ouvrage n'est pas une hagiographie, il ne tombe pas dans l'excès inverse, qui aurait consisté pour l'auteur à partir d'une idée préconçue et à vouloir à tout prix faire correspondre Jacques Chirac à cette idée. Le sujet s'y prêtait. Or si, à la fin du livre, Chirac demeure à nos yeux un perpétuel agité, qui change souvent d'avis et donne raison à celui qui, dans son entourage parle le dernier, Giesbert nous fait reconnaître aussi son intelligence, sa finesse et surtout cette force qui le pousse à se surpasser dans les moments les plus difficiles: caractéristique propre aux grands hommes d'Etat.

Enfin, Franz-Olivier Giesbert, qui a tout compris de l'homme Chirac, ne saurait faire l'impasse sur les aspects touchants de ce fonceur qui passe parfois pour un « sans-cœur »: la larme à l'œil le jour de la mort du président Pompidou, l'attendrissement devant un handicapé mental rencontré en tête-à-tête (il va sans dire que cet attendrissement est loin



d'être feint)...

A la sortie de ce livre on se trouve avec une image de J. Chirac complètement bouleversée et on est armé, pour la prochaine campagne électorale, d'éléments d'appréciation nouveaux, tant le journaliste a su allier l'exactitude de la description et la subtilité dans l'analyse de la vie politique française de ces dernières années.

Patrice LE ROUE

Franz-Olivier Giesbert, Jacques Chirac, Le Seuil, prix franco: 135 F.

(1) Michel Rocard, Le cœur à l'ouvrage, Ed. Odile Jacob.

(2) Catherine Nay, Le Noir et le rouge, Grasset, prix franco: 105 F.

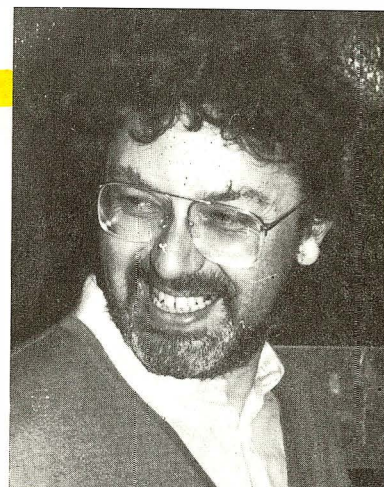
(3) Thierry Desjardins, Un inconnu nommé Chirac, La Table Ronde, 1983.

la nouvelle action royaliste

36.15 tapez AGIR*NAR

sur minitel

Signaux d'alerte



Gérard Leclerc

Par deux fois, ces jours derniers, nos moyens d'information ont distillé une odeur de mort. Je n'écris pas cela pour médire de l'achèvement terrestre de la vie qui est un événement de première grandeur. J'en veux au goût suicidaire, délétère, désespéré qui conspire contre l'espoir et qui nous mènerait droit à la civilisation des croque-morts si nous laissons faire. Ce fut d'abord cette proposition inouïe, heureusement contredite aussitôt par ceux que l'horreur faisait réagir, de mettre à mort (ou de laisser mettre à mort) les nouveaux nés handicapés. La mémoire de la législation nazie contre les handicapés ressurgissait pour faire honte à la barbarie. Était-ce un coup pour rien ? Ou ceux qui avaient conçu cette ignominie suivaient-ils une stratégie subtile qui consistait à taper très fort pour obtenir moins ? L'hypothèse fut avancée par l'archevêque de Paris. Elle se trouve vérifiée avec la campagne qui suivit peu de temps après sur l'euthanasie.

Un sondage triomphal. 85% des Français seraient pour ! Ce nombre écrasant semble tout légitimer et déjà se profile le nouveau droit à la mort qu'on ne manque pas de nous présenter comme la juste conséquence de notre liberté. Comment refuser aux grands malades et à ceux qui souffrent atrocement cette libération d'une mort douce ? Cette façon imparable de poser une question dramatique dissuade de réfléchir sérieusement en imposant la réponse. On me dira que les défenseurs inconditionnels de la vie imposent aussi impérativement leurs propres principes, en interdisant aux autres d'y contrevenir. Sans doute, mais la vie défendue sans attention ou amour de la personne en cause, ne signifie plus grand chose. Et en l'espèce, il s'agit plus du vivant que de la vie qui n'est qu'une abstraction, utile sans doute, mais vide si elle ne se réfère pas à quelqu'un à aimer et à secourir.

Le précepte *Tu ne tueras pas* ne saurait se comprendre hors de l'éthique, et du rapport au visage, comme Emmanuel Lévinas l'a magistralement montré. Et il ne s'agit pas en l'espèce de se référer à un irrationnel qui s'imposerait à nous. Au contraire, le rapport à l'autre instaure un espace de compréhension, d'échange qui nous oblige à échapper à la violence pour reconnaître le frère, ce qui constitue le préalable obligé de l'éthique. L'exigence de l'autre, de son visage, est si forte qu'elle conduit, dans certaines vocations particulières au don total de soi qui est l'autre nom de l'amour. Je songe ici à ces foyers d'accueil des enfants trisomiques, où rayonne - je n'hésite pas à l'écrire - la gloire de notre humanité, même si cela contredit tous les prestiges et toutes les vanités de notre modernité.

LA CONTAGION DE LA MORT

Dans le soutien, l'aide apportée aux très grands malades, le secret n'est pas d'un autre ordre. Le souci de l'autre est d'abord respect de sa dignité. Et je ne pense pas que le meilleur moyen consiste à hâter la mort. Sans doute, est-il des acharnements thérapeutiques inhumains et inutiles. Mais le Père Patrick Verspieren a montré comment il était possible - et cela se pratiquerait dans de rares endroits - de soulager les souffrances sans abrutir les patients par des doses inconsidérées. Si le progrès médical ne va pas dans ce sens, il est dérisoire. Respecter le malade parvenu à la phase terminale de son existence cela ne consiste ni à hâter la mort ni à prolonger artificiellement la vie,

cela consiste à l'aider à *vivre sa mort* dans les conditions les plus dignes. Ce n'est pas toujours facile ou même possible. Mais des exemples précis plaident pour un effort à généraliser.

Récemment, le cardinal Lustiger dans un de ses entretiens de Radio Notre-Dame, abordait de front l'euthanasie, en montrant que le désir de mort qu'expriment certains malades n'est pas étranger à la pulsion présente en chacun et qui en des circonstances psychologiques difficiles peut déboucher sur le suicide. Il arrive souvent que le désir homicide tende à surpasser la volonté de vivre. Est-ce une raison pour favoriser socialement le premier au détriment de l'autre quand il s'affaiblit ? Quand une société encourage et normalise la pulsion de mort, poursuivait le Cardinal, elle produit un dérèglement général et des réactions en chaîne qui fragilisent l'ensemble de ses membres. Si la solidarité en faveur de la volonté de vivre vient à céder, c'est la contagion de la mort qui se propagera.

Et de se référer à Job, l'ami de Dieu, qui dans son malheur profère : « *La vie m'écoeure* ». La tentation de s'abandonner est aussi forte en l'humanité que le vouloir vivre. Il faut toujours du courage pour préférer la cause de l'existence et refuser le vertige du néant. Cette façon de parler risque d'être bientôt minoritaire. C'est pourquoi j'interprète comme des signaux d'alarme ces appels dont l'opinion est saisie et qui provoquent des mouvements de réaction inégaux.

Le débat inhérent à une société démocratique s'empare légitimement de questions aussi graves mais la pluralité des opinions exprimées n'abolit nullement les préalables obligés que sont la justice de la loi et le rapport à la vérité. Dans un livre récent sur Habermas, Jean-Marc Ferry montre que pour le philosophe seul ce rapport à la vérité établit la légitimité d'une société démocratique, même s'il est largement problématique. La gravité des enjeux de la cité moderne oblige ainsi à considérer sérieusement ce sur quoi l'homme fonde son droit. Les progrès de la biologie, leurs effets sur les comportements, la multiplication des enjeux éthiques qui en découleront, ne pourront qu'aviver le débat - du moins doit-on l'espérer.

Dans la controverse actuelle sur la modernité, l'individualisme et « l'empire de l'éphémère », l'impact d'un tel débat est certain. Mais il apparaît peu compatible avec la frivolité et les effets de mode. Le rejet de ce qu'on appelle - avec légèreté - le théologique au profit d'une nouveauté indéfinie n'a rien qui puisse a priori stimuler une réflexion exigeante. Sans doute, est-il vain et même dangereux de faire comme si l'individu, sa liberté et ses choix, n'était l'acteur essentiel. Mais que serait cet individu sans exigence éthique, sans reconnaissance des droits de son semblable, du faible et du plus démuné ? A se vouloir trop lâche, ou retranché dans un solipsisme frivole, l'individu est en grand risque de se perdre. La croyance à la perpétuation des avantages et privilèges acquis est une illusion qui peut se payer très cher.

L'individu est à lui-même une question trop grave, pour échapper à la mémoire. Ce n'est pas qu'en elle-même, la culture soit le garde-fou absolu à toutes les dérives et à tous les périls. Mais l'ignorance n'en est pas garantie du fait d'une innocence prétendue. Ce que l'âge moderne peut acquérir au contact de l'héritage des siècles, ce n'est pas une morale ou une législation toute faite, mais une sagesse. Ou du moins son apprentissage.

Gérard LECLERC

Millénaire

La célébration continue

Outre les manifestations organisées par les villes ou les instances régionales, un certain nombre d'initiatives viennent encore ponctuer cette année du millénaire.

Beaucoup de nos amis ont sans doute déjà eu entre les mains la pièce de 10 F du millénaire, frappée par la Monnaie de Paris. L'avant de la pièce représente Hugues Capet en pied. De part et d'autre du personnage sont disposées trente-neuf croissettes que l'on peut trouver sur les deniers parisis de l'époque de Hugues Capet. Sur le pourtour de la pièce on peut lire « millénaire capétien » 987-1987.

Une bonne initiative

Mieux vaut tard que jamais ! Le ministère de l'Education nationale a décidé d'organiser un concours national pour les classes de CM1 et CM2. Des prix récompenseront des classes ayant réalisé les meilleurs panneaux pour une exposition ayant pour thème le millénaire capétien. Nos lecteurs et sympathisants, enseignant dans des écoles élémentaires, sont vivement invités à faire participer leur classe à ce concours. Ils trouveront les renseignements dans le Bulletin officiel de l'Education nationale n° 38 du 29 octobre 1987.

C. B.

« Réjouis toi, heureuse France »

C'est sous le titre de « Gaude Felix Francia » que l'ensemble Venance Fortunat a édité en disque et en cassette ces chants sacrés du temps des premiers Capétiens. Ils comportent parmi une quinzaine de chants un curieux Veni Creator Spiritus de Guillaume Dufay du 15ème siècle dans lequel alter-

nent d'un couplet à l'autre la monodie grégorienne et la polyphonie à trois voix. Une illustration intéressante de l'évolution de la musique sacrée à travers plus de quatre siècles et d'une France heureuse de fêter le sacre d'un nouveau roi. Cet enregistrement existe en disque, en cassette et en disque compact. Les commandes peuvent être adressées auprès de A.V.F. - B.P. 268 - 75624 Paris cedex 13.

J. de M.

Sacre des rois

Si demain on devait sacrer un roi de France, on utiliserait certainement le dernier travail de M. Bonnefin. Et si un cinéaste devait se livrer à une reconstitution des sacres de Louis XIII, Louis XIV, Louis XV ou Louis XVI sans se reporter à ce travail, il manquerait de sérieux. Car on n'a jamais résumé plus clairement chacun des moments de cette cérémonie avec la signification de chaque acte, avec les plans de chaque cortège, messe ou festin. Ce polycopié d'une quarantaine de pages témoigne d'un grand sens pédagogique. Avec ses tableaux synoptiques, ses listes de noms, ses explications, il constitue un guide original pour une visite de la cathédrale de Reims, ou encore un support pratique pour un exposé en classe... C'est enfin le complément nécessaire du livre du même auteur sur le même sujet et dont nous avons souvent parlé ici.

F. A.

Aimé Bonnefin, *Analyse et description du sacre royal français, 1610-1775*, 1987, 38 p.: 60 F franco - *Sacre des rois de France, 1982*, 238 p., 100 F franco.

Initiation

Le murmure des dieux

Thème récurrent de l'oeuvre de Michel Bernanos, une fois encore dans ce roman, l'homme se trouve confronté à l'immensité de la Création. Mais là où d'habitude il se trouve englouti, effacé, il trouvera la vérité de son être, le sens ultime de sa vie.

Les premières pages du *Murmure des dieux* font naître une inquiétude. Ne sommes-nous pas tombés dans une aventure réécrite d'un quelconque Bob Morane ? Tous les poncifs du genre sont réunis: la forêt amazonienne, le jeune ingénieur fraîchement émoulu de l'école, l'abominable exploitant régnant par la corruption, et le vieux docteur à la poursuite d'un rêve fou. Et l'on se dit que la beauté du style ne suffira pas à rendre captivant le récit lu et relu de ce type d'aventure.

Pourtant, au fil des pages, on se laisse saisir. Le projet de Bernanos se dessine progressivement, suivant le rythme de nos héros remontant le fleuve Amazone. Les clichés n'étaient que des clins d'oeil, ou plus justement des repères permettant de nous aventurer sans crainte, sans méfiance, dans ce fantastique voyage initiatique. Car c'est bien d'une initiation dont il s'agit. Notre héros malgré lui se lance à sa propre découverte, en toute innocence, avec la même innocence que celle du lecteur qui se croyait embarqué dans un quelconque roman d'aventure. Si dans d'autres écrits de Michel Bernanos, « la montagne morte de la vie » ou « ils ont déchiré son Image » par exemple, l'homme finissait détruit par les éléments naturels, ici c'est au sein de la nature la plus sauvage qu'il trouvera un sens à sa vie.

A chaque péripétie du voyage, à chaque avanée, le héros se dépouille de ses conditionnements d'homme « civilisé » pour acquérir de



nouveaux réflexes, pour redécouvrir les gestes de notre humanité la plus intime. Recueilli par une tribu particulièrement « barbare » à nos yeux d'hommes des villes ou des campagnes policées, le héros trouvera là, sous les traits d'une jeune et belle indienne, l'amour. Il sait alors qui il est, et pour ne plus perdre cette précieuse certitude, il est prêt à affronter les plus grands périls. Puisqu'il le faut, il deviendra indien, il subira les épreuves rituelles. Mais alors que le bonheur semble acquis, la « civilisation » fait un terrible retour...

Beau et pessimiste, « le murmure des dieux » ne dépare pas dans l'oeuvre de Michel Bernanos.

Patrick PIERRAN

Michel Bernanos *Le murmure des dieux*, La Table Ronde, prix franco: 95 F.

Participez !

**3 DECEMBRE
- GUYANCOURT -**

Dans le cadre du 3ème Festival d'Histoire de France, la mairie de Guyancourt (Yvelines) organise le jeudi 3 décembre à 20 h un dîner-débat sur le thème « Un roi aujourd'hui, pourquoi pas ? » avec, entre autres participations, celles de Mgr le comte de Paris, Léo Hamon ancien ministre, André Damien maire de Versailles, Bertrand Renouvin.

Prix du repas: 60 F - Inscription et règlement auprès de l'Association pour le Festival d'Histoire de France, Mairie, 78280 Guyancourt.

**5 DECEMBRE
- NANTES -**

Convention régionale du grand Ouest, le samedi 5 décembre, ouverte non seulement aux adhérents, mais aussi aux sympathisants et lecteurs. Elle aura lieu à partir de 9 h du matin au parc des expositions de la Beaujoire à Nantes (salle du restaurant de l'Erdre) et sera animée par les délégués régionaux et départementaux de la N.A.R. et par Bertrand RENOUVIN.

Il est nécessaire de s'inscrire pour les repas (midi: 70 F - dîner-débat du soir: 130 F) auprès de la N.A.R. - B.P. 203 - 44007 Nantes cedex. Pour tous renseignements complémentaires ou problème particulier il est possible de téléphoner au 40.50.64.54.

A Paris, 12 décembre Carrefour royaliste

Sur le thème général « Pour sauver la République: la monarchie ? »

Deux débats ayant respectivement pour titre:

- « La Monarchie dans la 5ème République: état d'esprit, pratique ou illusion ? »

- « Améliorer les institutions: Est-ce possible ? Comment ? ».

avec la participation de nombreuses personnalités.

Le nombre de places étant strictement limité, il est nécessaire de s'inscrire à l'avance. Programme détaillé et bulletin d'inscription envoyé sur demande.

Mercredis

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (entrée gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un buffet chaud amical est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 21 F).

Mercredi 25 novembre - Lors d'une récente émission radio, **Pierre MIQUEL** déclarait à Gérard Leclerc qui le questionnait sur l'évolution « monarchique » de notre actuelle république: « La République est aujourd'hui à redéfinir ». Nous l'avons pris au mot et lui avons demandé de venir nous expliquer ce qu'il entendait par là.

Mercredi 2 décembre - Programme de la réunion non encore fixé.

Mercredi 9 décembre - Dans le cadre d'une monumentale Histoire de France en cinq volumes qui paraît chez Hachette, **Emmanuel LE ROY LADURIE**, professeur au Collège de France, vient de publier « L'Etat royal 1460-1610 ». Spécialiste de cette période, il étudie les siècles monarchiques à la fois sous l'angle de la société, de l'économie, de la croissance de l'appareil d'Etat et de l'ouverture politique tant sur le plan religieux qu'international.

Mercredi 16 décembre - Ancien ministre des Affaires étrangères, **Michel JOBERT** consacre son dernier ouvrage aux Etats-Unis. « Les Américains » - titre de son livre - sont pour lui à la croisée des chemins entre la puissance et le repli et il examine, sans complaisance, l'essentiel et le futile de leur politique mondiale.

Comment nous aider ?

Lire « Royaliste », c'est bien. Aider à le faire connaître, c'est encore mieux. Nous apporter votre adhésion, et partager notre souci de voir progresser les idées royalistes, c'est cela que nous espérons de vous !

Il y a plusieurs mois déjà nous avons entrepris de renouveler complètement notre matériel de propagande, afin de mettre à la disposition de nos lecteurs des outils adaptés et efficaces. Notre panoplie vient de s'augmenter de plusieurs modèles d'autocollants destinés, soit à faire connaître notre bimensuel « Royaliste », soit à populariser notre service minitel de documentation. Ils viennent s'ajouter à la brochure de présentation « Des royalistes aujourd'hui, qui sont-ils ? », à la brochure de propagande « La N.A.R. en 9 questions », aux deux affichettes (l'une pour le journal, l'autre pour le mouvement) et au tract général de présentation. Vous trouverez ci-dessous la liste de ce qui est disponible ainsi que le tarif d'expédition.

Faire de la publicité pour « Royaliste » et pour la N.A.R. c'est bien, et votre aide, en ce domaine, nous est indispensable. Mais, une nouvelle fois, nous incitons tous ceux de nos lecteurs qui partagent nos convictions à « franchir le pas » et apporter leur adhésion au mouvement. Comme nous l'écrivions récemment:

l'augmentation notable du nombre de nos adhérents est la condition première des progrès importants que nous sommes en droit d'espérer.

Yvan AUMONT

MATERIEL DE PROPAGANDE

1) Autocollants (format 5x10 cm, impression noire sur fond jaune) Il existe un modèle pour le journal et l'autre pour notre service minitel. Possibilités de panachage.

Tarif franco - 50 ex.: 29 F - 100 ex.: 50 F - 200 ex.: 88 F - 300 ex.: 98 F.

2) Affichettes (format 15x42 cm). Un modèle pour le journal, un autre pour le mouvement. Possibilité de panachage.

Tarif franco - 100 ex.: 70 F - 250 ex.: 150 F - 400 ex.: 200 F

3) Brochure de présentation « Des royalistes aujourd'hui, qui sont-ils ? ». 28 pages.

Tarif - 10 ex.: 60 F - 20 ex.: 100 F - 50 ex.: 150 F.

4) Brochure de propagande « La N.A.R. en 9 questions ». 12 pages.

Tarif - 10 ex.: 27 F - 25 ex.: 40 F - 50 ex.: 65 F.

5) Tract général de présentation (21x29,7 cm)

Tarif - 180 ex.: 30 F - 550 ex.: 67 F - 1100 ex.: 130 F.

Toutes les commandes sont à adresser au journal.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom:

Prénom:

Date de naissance:

Profession:

Adresse:

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à:

« Royaliste », 17, rue des Petits-champs, 75001 Paris

Puissance et illusions médiatiques



L'habitude est si ancienne qu'elle est devenue réflexe. A chaque scandale, à chaque critique un peu vive d'une situation de fait, la presse est accusée de médire. De la malhonnêteté intellectuelle des journalistes à la campagne orchestrée, la panoplie des accusations est vaste, qui permet aux personnalités et aux institutions mises en cause de faire porter la charge de la faute à ceux qui la révélaient. Ainsi, dans l'affaire Michel Droit, la Cour de Cassation s'est indignée qu'on puisse soupçonner sa décision de suspendre l'instruction menée par le juge Grellier. Ainsi, dans l'affaire Luchaire, comme il y a deux ans lors du scandale Greenpeace, on se plaint de l'acharnement des *media*.

RESONANCE

Ces dénonciations rituelles finiront par ne plus convaincre personne. Sauf dans des publications spécialisées dans le ragot, les articles ne sont pas publiés sans motifs ni documents. Si l'arrêt de la Cour de Cassation étonne et inquiète, c'est que le procureur général Arpaillange avait préalablement dénoncé « la pression considérable exercée sur l'institution judiciaire par un justiciable » et s'était inquiété que « les juges en soient réduits au rôle de bouffons de la République ». Si l'affaire Luchaire connaît un tel retentissement médiatique, c'est que le rapport Barba a été donné à la presse par on ne sait quel personnage du milieu politique ou de l'administration.

Dans ces affaires comme dans d'autres la presse a d'abord été une caisse de résonance, et toute limite apportée à son droit d'investigation et de critique ruinerait une liberté fondamentale et détruirait un obstacle nécessaire à l'arbitraire, au cynisme et à la malhonnêteté. Mais les secrets du pouvoir, qui sont parfois la condition de son efficacité ? Que les responsables

politiques conservent leurs distances à l'égard des journalistes et ils seront bien gardés. Mais la révélation des secrets de la vie privée, qui ruine les chances des candidats à la Maison Blanche ? Que les hommes politiques cessent d'exhiber leur femme et leurs enfants légitimes à chaque élection et nul ne cherchera à discerner l'éventuelle hypocrisie qui recouvre cet étalage familial (1).

Gardons-nous cependant de prêter aux *media* plus de vertus qu'ils n'en ont. Le fait est qu'une grande partie de la presse écrite n'est plus engagée dans les luttes partisans, et de moins en moins dans les combats idéologiques. Le fait est que la télévision, malgré les pressions et les récentes tentatives de reprise en main des chaînes publiques, acquiert depuis quelques années une autonomie politique croissante. Au moment de Greenpeace, ce sont des journaux réputés favorables à la gauche qui ont mené les enquêtes les plus approfondies. Et c'est Le Matin qui révélait la semaine dernière qu'une autre opération illicite de vente d'armes se serait déroulée entre 1982 et 1985. De l'autre côté, ce n'est pas parce que M. Hersant possède en partie la 5ème chaîne que celle-ci fait une propagande de droite.

PUISSANCE

Mais cette autonomie politique n'implique pas la neutralité. Les *media*, qui se présentent comme un contre-pouvoir toujours menacé et vilipendé, constituent aussi une puissance souveraine. A la presse militante et violente de l'avant-guerre, qui défendait des projets politiques et idéologiques opposés, a succédé un milieu médiatique aux mœurs et à l'expression policées, mais imposant sans en avoir pleinement conscience ses critères et ses valeurs à la société.

Bien sûr, la presse a toujours fait et défait les modes et les réputations.

L'existence de pouvoirs spirituels et politiques disposant de leurs propres moyens de communication limitait toutefois son influence. Aujourd'hui, ce n'est pas seulement le spectaculaire qui prime, mais un ensemble de convenances, d'attitudes, de sensibilités, selon lesquelles on est ou on n'est pas jugé digne de paraître, donc d'exister. C'est ainsi que des hiérarchies se créent selon un mode de sélection d'autant plus impitoyable que ses critères ne sont jamais clairement définis. Le phénomène est frappant lors des pré-campagnes présidentielles: le silence des *media* condamne le candidat potentiel et lui interdit parfois de se présenter, et l'invité des émissions de deuxième catégorie risque fort de ne devenir qu'un candidat de deuxième catégorie.

L'analyse doit évidemment être nuancée. L'opinion publique n'est pas manipulée, mais doucement influencée dans ses idées et dans ses mœurs. La liberté de choix du citoyen ne disparaît pas, elle se trouve réduite. Il reste que la classe politique est maintenant soumise au système médiatique. Elle a adapté son discours et son comportement aux lois du spectacle jusqu'à s'y confondre puisqu'elle joue, chante et danse sous nos yeux (2). Le débat politique y gagne en civilité, et ses acteurs deviennent plus familiers. Est-ce là le signe d'une apothéose démocratique ? C'est oublier que la stratégie de la séduction entraîne la mise à l'écart des questions difficiles ou gênantes - le chômage par exemple. C'est vouloir ignorer que, micros fermés et lumières éteintes, la logique des ambitions rivales et des intérêts contraires reprend tous ses droits. La part d'illusion engendrée par les *media* est celle de la société moderne, qui n'annihile pas les violences politiques et sociales mais excelle à les masquer.

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf. Pierre Briançon, « Libération » 11 nov. 87.

(2) Cf. Corinne Lesnes, Les claquettes de la politique, « Le Monde » 13 nov. 87.